

DANS L'ACTUALITE du 31 mars au 2 avril 2015

Textes officiels

JORF n° 0078 du 2 avril 2015

Le décret désigne Mme Françoise Holder, en remplacement de M. Guillaume Poitrial, à la présidence conjointe du conseil de la simplification pour les entreprises

[Décret n° 2015-371 du 31 mars 2015 modifiant le décret n° 2014-11 du 8 janvier 2014 instituant le conseil de la simplification pour les entreprises](#)

JORF n° 0077 du 1^{er} avril 2015

Promulgation de la loi relative aux droits et devoirs des élus locaux

[LOI n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat](#)

JORF n° 0076 du 31 mars 2015

Lutte contre le travail illégal et lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs

[Décret n° 2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal](#)

Circulaire

Elections et mandat des conseillers départementaux et des membres de la commission permanente : cette circulaire se substitue à une précédente circulaire du 3 mars 2008. Elle intègre les nouvelles dispositions introduites par la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires et modifiant le calendrier électoral.

[Circulaire NOR: INTA1506807C du 26 mars 2015](#)

Jurisprudence

Le Conseil d'État transmet au Conseil constitutionnel une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) portant sur les dispositions législatives relatives aux conditions dans lesquelles un conseil municipal peut procéder à un scrutin secret.

[CE 30 mars 2015 Mme C..E., req. n° 387322](#)

Le Conseil d'État a validé la passation sous forme de marché global de prestations de médiation de nuit

[CE 27 mars 2015 société Groupe Progard France, req. n° 386862](#)

Refus d'admission d'un pourvoi : notification de l'avis par Télérecours

[CE 23 mars 2015 Mme A., req. n° 387138](#)

Réponses ministérielles

Question écrite AN n° 72918 - 31 mars 2015 - [Établissement d'un schéma des achats solidaires](#)

Question écrite AN n° 70386 - 31 mars 2015 - [Démarches administratives pour la rénovation de logement](#)

Question écrite AN n° 70112 - 31 mars 2015 - [Réglementation relative au PLU](#)

Vu par ailleurs

Réglementation : ce qui change au 1er avril 2015

[Une nouvelle fournée de textes entre en vigueur au 1er avril 2015. Pour le BTP, les nouveautés à intégrer concernent notamment les déclarations d'intention de commencement de travaux, la réglementation relative aux travailleurs détachés, et les nouvelles conditions quant à l'introduction d'une instance civile.](#)

Source : le Moniteur du 1^{er}/04/2015

Contrat public

Marché négocié : une question de bon sens et d'efficacité

[Le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 27 mars 2015, témoigne d'un certain pragmatisme face à la question de l'annulation des procédures de marchés publics.](#)

Source : localtis.info du 02/04/2015

Réforme et simplification des marchés publics : des améliorations possibles, selon les acheteurs publics

[Projet d'ordonnance sur les marchés publics, document unique de marché européen \(Dume\) et Marché public simplifié \(MPS\) : des mesures de simplification qui, malgré leurs objectifs louables, ne font pas toujours l'unanimité. L'Association des acheteurs publics \(AAP\) s'est livrée à une analyse critique de ces dispositifs à l'occasion d'une matinale, le 20 mars 2015, à Angers.](#)

Source : le Moniteur du 1^{er}/04/2015

Rapport d'activité 2014 de la direction des affaires juridiques

[La direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers \(DAJ\) vient de publier son rapport d'activité pour l'année 2014.](#)

Source : DAJ du 1^{er}/04/2015

Urbanisme

Icode : un nouvel outil de cartographie des commerces

[Pouvoir visualiser en quelques clics l'ensemble des commerces existants sur un territoire, les sélectionner par secteur ou taille, mesurer l'impact de nouvelles implantations... C'est ce que permet une toute nouvelle application baptisée Icode lancée par Bercy en fin de semaine dernière.](#)

Source : localtis.info du 02/04/2015

Procédure intégrée pour le logement : après le décret, la circulaire

[Un décret du 25 février 2015 était venu préciser les modalités de mise en œuvre de la procédure intégrée pour le logement \(voir notre article ci-contre du 3 mars 2015\). Celle-ci a été créée - dans le cadre général des mesures prises pour faciliter la construction de logements - par l'ordonnance 2013-888 du 3 octobre 2013 \(voir notre article ci-contre du 2 octobre 2013\).](#)

Source : localtis.info du 1^{er}/04/2015

Un parc commercial de 10 000 m2 aux pieds des Pyrénées

[En Ariège, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Toulouse, la société foncière Immo Mousquetaires investit plus de 10 millions d'euros dans un parc commercial de près de 10 000 m2. Elle a confié l'opération à Adim Sud-Ouest, la société de Vinci Construction France dédiée au développement immobilier](#)

Source : le Moniteur du 1^{er}/04/2015

Environnement

RGE : des réponses face à l'engorgement des demandes de qualification

[A l'heure où des accès d'humeur se manifestent autour de la mention « Reconnu Garant de l'Environnement », la table-ronde organisée par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale sur ce sujet ne pouvait pas mieux tomber. Des précisions sur la simplification de son obtention, une des critiques les plus entendues, ont été apportées.](#)

Source : le Moniteur du 1^{er}/04/2015

Collectivités territoriales

Après Xynthia : Ségolène Royal autorise la réutilisation de certaines maisons inondables

[La ministre de l'Ecologie a annoncé mardi 31 mars avoir autorisé sept communes de Vendée et de Charente-Maritime à réutiliser 16 maisons acquises par l'Etat pour qu'elles servent à des projets d'intérêt général.](#)

Source : le Moniteur du 1^{er}/04/2015

Transport

Trains d'équilibre du territoire : le débat sur les rails

Alors que la commission Duron a lancé une consultation en ligne auprès des collectivités, des associations et des usagers sur l'avenir des trains Intercités ou trains d'équilibre du territoire (TET), des élus communistes se sont alarmés le 31 mars au Sénat d'une hypothèse de travail de la SNCF, qui prévoit, selon eux, un "retrait massif" des trains Intercités, supprimant plusieurs lignes et réduisant le trafic sur d'autres.

Source : localtis.info du 02/04/2015

Les grands élus du Sud-Ouest soutiennent unanimement la LGV

Les présidents de région Aquitaine et Midi-Pyrénées, les maires de Bordeaux et Toulouse estiment que l'avis défavorable de la commission d'enquête n'enterre pas le projet de LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax et qu'il ne lie pas le Gouvernement, qui reste seul juge de la décision finale.

Source : le Moniteur du 1^{er}/04/2015

LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax : avis défavorable de la commission d'enquête publique

La commission d'enquête publique sur les projets de lignes à grande vitesse (LGV) Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax, vers l'Espagne, a rendu un avis défavorable sur la déclaration d'utilité publique de ces projets, a annoncé lundi 30 mars la préfecture de l'Aquitaine.

Source : la gazette des communes du 30/03/2015

Presse

Travail dominical : quelles sont les évolutions à venir ?

[Le projet de loi pour la croissance et l'activité a été adopté en 1re lecture à l'Assemblée nationale. Les députés devraient à nouveau examiner le texte en juin après son passage au Sénat.](#)

Source : le Monde du 02/04/2015

L'Etat étudie l'ouverture de casinos à Paris à la place des cercles de jeux

[Une autre offre légale pourrait remplacer les cercles, huit ayant fermé depuis 2008. Le préfet Duport commence aujourd'hui à auditionner les professionnels du secteur.](#)

Source : les Echos du 02/04/2015

La loi Macron, c'est aussi une méthode innovante

[La chronique du Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques.](#)

Source : les Echos du 02/04/2015

Il n'y aura pas de « loi Macron II »

[Aussitôt annoncée, aussitôt rengainée. Le ministre de l'Economie a affirmé lundi vouloir lancer de nouvelles réformes à la rentrée afin « d'accélérer la reprise qui est en cours ».](#)

Source : les Echos du 02/04/2015

Loi Macron : les sénateurs veulent aller plus loin

[Le texte du projet de loi sur la croissance et l'activité adopté par la commission spéciale du Sénat qui sera examiné en séance à partir du 7 avril diffère sensiblement de celui adopté – sans vote – à l'Assemblée nationale.](#)

Source : le Monde du 1^{er}/04/2015

Une loi pour couvrir la France de toitures végétalisées

Le projet de loi adopté le 24 mars par l'Assemblée nationale devrait donner un nouvel élan aux toitures végétalisées qui se sont développées en France depuis une dizaine d'année. Pourtant toutes les réalisations ne se valent pas en termes de biodiversité.

Source : les Echos du 1^{er}/04/2015

L'indépendance de la Commission du Vieux Paris fait à nouveau débat

Ça tangué un peu à la Commission du Vieux Paris (CVP). Les membres de cette instance ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le fonctionnement de leur assemblée. La Commission rend des avis consultatifs sur les permis de construire et de démolir.

Source : le Parisien du 25/03/2015